

# LEÇON 2

## L'ÉCHIQUIER POLITIQUE

### QUESTIONS DIRECTRICES

Qu'est-ce qui influence mon orientation politique? Quelle est la relation entre les croyances et les valeurs et ma position sur les enjeux politiques?

### RÉSUMÉ

Il existe une multitude de points de vue sur chaque enjeu politique et c'est cette diversité qui maintient la démocratie bien vivante.

Dans cette leçon, les élèves ont recours au processus de l'enquête politique et aux concepts de la pensée politique pour réfléchir à différents enjeux et trouver des façons d'y répondre. Dans l'activité *Neurones en action*, les élèves examinent différentes perspectives liées au débat sur le salaire minimum. Ensuite, les élèves déterminent leurs tendances politiques en répondant à un questionnaire sur l'échiquier politique et en étudiant les termes connexes. Dans l'activité de consolidation des connaissances, les élèves réfléchissent aux aspects de leur identité qui influent sur leur orientation politique.

### OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

À l'issue de la leçon, les élèves seront en mesure :

- D'utiliser le processus de l'enquête politique pour discuter d'enjeux d'importance sur le plan politique.
- D'utiliser le concept de *l'importance civique et politique* et de la *perspective politique* afin de réfléchir à leurs propres croyances, valeurs et vision du monde.
- D'utiliser le concept de *l'importance civique et politique* et de la *perspective politique* pour dégager certains agents de socialisation politique et leur incidence sur nos idées politiques.
- D'acquérir leur propre identité citoyenne et de respecter les perspectives des autres (Cadre d'orientation en éducation à la citoyenneté – Identité).

### CRITÈRES DE RÉUSSITE

- Je peux réfléchir de façon critique et discuter d'enjeux d'importance sur le plan politique.
- Je peux évaluer mon orientation politique en examinant mes valeurs et points de vue.
- Je peux évaluer les agents les plus pertinents de ma socialisation politique.
- Je peux expliquer comment mes apprentissages influent mon identité citoyenne en évaluant mes opinions politiques.

### LIENS AVEC LE PROGRAMME D'ÉTUDES

*CPC30 – Attentes générales*

1. Utilisation du processus d'enquête: Utiliser le processus d'enquête ainsi que les concepts de la pensée critique en

politique pour explorer divers aspects de la politique en action afin de devenir un agent du changement.

2. Développement de compétences transférables: Reconnaître l'utilité des compétences transférables développées par l'étude d'enjeux liés au changement politique dans la vie de tous les jours ainsi que les diverses possibilités de carrière faisant appel à une formation en politique.

A1. Facteurs influant sur l'engagement politique: Analyser comment différents facteurs peuvent contribuer à favoriser ou à inhiber son engagement politique et celui des autres.

A2. Enjeux d'importance politique: Analyser l'importance politique d'enjeux actuels en considérant divers points de vue.

*CPC30 – Attentes spécifiques*

1.3 Évaluer la crédibilité des sources ainsi que la validité et la fiabilité de l'information recueillie à partir de critères précis.

1.4 Analyser l'information recueillie pour en faire l'interprétation et la synthèse en utilisant les concepts de la pensée critique en politique – importance politique, objectif et résultat, continuité et changement, perspective politique – et divers outils organisationnels.

1.5 Tirer des conclusions sur des enjeux et des problématiques liés au changement politique, y compris ceux qui font l'actualité, en utilisant les concepts de la pensée critique en politique.

2.1 Déterminer des compétences développées par l'étude d'enjeux liés au changement politique transférables dans la vie de tous les jours, incluant les compétences essentielles du Passeport-compétences de l'Ontario.

2.2 Utiliser les connaissances acquises, les concepts de la pensée critique en politique et les habiletés développées par l'étude du changement politique pour interpréter et comprendre les enjeux politiques, économiques et sociaux contemporains et pouvoir agir en citoyenne ou citoyen éclairé.

A1.1 Analyser l'influence de divers agents de socialisation politique sur son engagement politique et sur celui des autres.

A1.2 Décrire sa propre attitude à l'égard de l'engagement politique ainsi que l'étendue et la nature de l'engagement personnel jugés appropriés.

A2.1 Expliquer l'importance politique de certains enjeux actuels à l'échelle locale, nationale et internationale.

### NEURONES EN ACTION

1. Commencez la discussion sur le salaire minimum en demandant aux élèves combien d'entre eux ont des emplois à temps partiel. Rappelez aux élèves qu'ils ne sont pas obligés de partager cette information s'ils ne sont pas à l'aise.

## LEÇON 2 : L'ÉCHIQUIER POLITIQUE

2. Demandez aux élèves s'ils savent que le salaire minimum a augmenté de 11,60\$/heure à 14\$/heure au début de 2018. Demandez aux élèves de lire un bref résumé du débat sur le salaire minimum en Ontario (fiche 2.1). Cela peut être complété en classe ou individuellement.

3. Ensuite, demandez aux élèves de réfléchir sur les questions suivantes en utilisant la stratégie de discussion ci-dessous :

- Quelle est votre opinion sur l'augmentation du salaire minimum?
- Qu'est-ce qui vous a aidé à forger votre opinion sur cet enjeu politique? (p. ex.: famille amis, les médias, vos expériences personnelles, divers groupes ou des institutions religieuses)
- Quelles questions avez-vous à propos des politiques publiques sur le salaire minimum? Qu'aimeriez-vous apprendre de plus?

Stratégie de discussion :

- Donnez du temps aux élèves de réfléchir à ces questions.
- Divisez les élèves en groupes de trois et assignez à chacun d'eux une question spécifique à partager avec le groupe.
- Donnez aux groupes le temps nécessaire afin de discuter de chacune des questions.
- Concluez l'activité en ayant une discussion en classe sur les trois questions et prenez en note les questions qui demeurent et ce que les élèves veulent savoir.

### SUIVI

1. Revoyez le concept de *perspective politique* :

- La *perspective politique* est un concept de pensée politique qui évalue la manière dont les valeurs et les croyances de chaque personne peut influencer sur leur position ou leur réaction face à des enjeux civiques.
- La perspective signifie que ce que vous voyez ou pensez est affecté non seulement par vos croyances et vos valeurs, mais également par vos expériences de vie. Par exemple, quelqu'un qui est affecté par un enjeu le perçoit différemment qu'une personne qui n'est pas affectée directement.

*Note à l'enseignant: Expliquez aux élèves qu'ils ont développé des opinions sur l'enjeu du salaire minimum grâce à leurs expériences de vie et à la discussion en classe. Toutes ces expériences contribuent à former leurs croyances politiques et, jusqu'à un certain point, leur idéologie politique.*

2. Individuellement, demandez aux élèves de répondre au quiz sur l'échiquier politique (fiche 2.2). Expliquez aux élèves qu'il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses, mais que les questions sont formulées pour encourager la réflexion sur leur perspective politique et leur perception de leur propre identité civique.

Ensuite, demandez aux élèves de réfléchir à l'exercice grâce à une discussion en classe ou sur papier: Qu'avez-vous appris sur votre propre orientation politique/philosophie suite au quiz?

*Note à l'enseignant: Encouragez les élèves à réfléchir sur la crédibilité du test. Qui l'a conçu? Qui l'a adapté? Comprendre qui a créé un produit permet de mieux comprendre les biais qui peuvent se glisser. Soyez critique face à qui et à quoi vous croyez.*

3. Avec l'aide des diapositives 2, passez en revue le concept d'échiquier politique grâce à deux échelles et aux termes associées aux divers variables :

- L'échiquier politique offre une manière de caractériser différentes croyances et idéologies, et de se faire une tête sur divers enjeux civiques et les actions à entreprendre.
- L'échiquier politique peut également prendre la forme de deux échelles entrecoupées : une répartissant les politiques économiques/fiscales et l'autre pour les politiques sociales/personnelles. La question sous-jacente est la suivante : Jusqu'à quel point le gouvernement devrait-il intervenir ou exercer un contrôle dans ces deux sphères?
- Les personnes libérales ou tendant à gauche croient à l'importance des services sociaux et à l'intervention du gouvernement dans l'économie.
- Les conservateurs qui tendent à droite sont en faveur des réductions d'impôt, du libre marché et d'une intervention gouvernementale restreinte dans l'économie.
- Les libertariens promeuvent la liberté personnelle et économique.
- Les autoritaristes croient en l'obéissance stricte à l'autorité de même qu'au contrôle gouvernemental, au détriment des libertés personnelles et économiques.

4. Réviser les termes : conservatisme social, conservatisme économique, libéralisme social et libéralisme économique. Demandez aux élèves d'examiner différents points de vue sur une variété d'enjeux et demandez-leur d'identifier chaque point de vue en utilisant les termes (fiche 2.3). Questions de réflexion pour les élèves :

- Avec quels points de vue êtes-vous d'accord?
- Êtes-vous du même côté sur les deux échelles ou seulement sur l'une d'entre elles? Est-il logique d'avoir deux échelles?
- Quelle est la relation entre vos croyances et vos valeurs et ma position sur divers enjeux politiques?

5. Passez en revue le concept d'agents de socialisation politique et offrez quelques exemples (p. ex., la famille, les amis, les médias, les expériences personnelles, les groupes sociaux, les institutions religieuses). Demandez aux élèves de créer un arbre conceptuel montrant quels agents de socialisation politique ont eu un impact sur leurs perspectives politiques. Ensuite, offrez aux élèves le temps de partager leur arbre conceptuel avec leurs pairs.

### CONSOLIDATION DES CONNAISSANCES

Demandez aux élèves de remplir la carte de réflexion 3-2-1 (exemple fourni). Les enseignants peuvent utiliser cette évaluation pour l'apprentissage, de même que pour structurer les discussions autour des réflexions des élèves.

# « L'ONTARIO ADOPTE UNE NOUVELLE LOI SUR LE SALAIRE MINIMUM »

***Le salaire minimum augmentera en Ontario à 14 \$ de l'heure le 1<sup>er</sup> janvier 2018, et passera à 15 \$ en 2019.***

L'Ontario a procédé à une réforme de ses lois sur le travail, comprenant une augmentation du salaire minimum à 15 \$ de l'heure.

Le salaire minimum, qui est actuellement à 11,60 \$ de l'heure, sera augmenté à 14 \$ de l'heure le 1<sup>er</sup> janvier, et passera à 15 \$ en 2019.

Cette mesure s'est révélée très populaire dans les sondages et auprès des défenseurs des intérêts des travailleurs, mais elle demeure controversée auprès des entreprises, qui affirment que l'augmentation est trop brusque et qu'elle entraînera des pertes d'emplois.

Le gouvernement et certains économistes prétendent que la hausse aura des effets positifs sur l'économie, puisque les salariés auront ainsi un pouvoir d'achat accru.

Le gouvernement libéral a récemment annoncé que le taux d'imposition provincial des petites entreprises passera de 4,5 % à 3,5 % afin de les aider à faire la transition vers le salaire minimum, mais la première ministre Kathleen Wynne convie que cette réduction ne compensera pas entièrement les répercussions du nouveau salaire minimum.

La loi instaure également le principe de salaire équitable pour les travailleurs à temps partiel, une bonification de l'admissibilité aux vacances et une augmentation du nombre de congés pour urgences personnelles.

Même si les défenseurs des travailleurs exhortent le gouvernement de faire passer le salaire minimum à 15 \$ depuis des années, et qu'une douzaine d'économistes ont signé une lettre en appui à cette mesure, certains groupes d'affaires s'y opposent fermement.

Ils affirment qu'il sera difficile d'absorber l'augmentation des coûts sur une aussi courte période. Le gardien économique de la province, le Bureau de la responsabilité financière, a estimé que plus de 50 000 personnes pourraient perdre leur emploi en raison de l'augmentation du salaire minimum.

Un rapport de la Banque TD rapporte que la hausse du salaire minimum pourrait coûter à l'économie de la province près de 90 000 emplois d'ici 2020. Et une analyse de la coalition Keep Ontario Working concluait que plus de 185 000 emplois pourraient être touchés.

— Allison Jones, *La Presse canadienne* (22 novembre 2017), publié par Maclean's (légèrement modifié par CIVIX)

## QUESTIONS POUR FAIRE LE POINT :

- Quelle est votre opinion sur l'augmentation du salaire minimum? Surlignez les arguments soulevés dans cet article qui ont permis de vous éclairer et expliquez comment ils vous ont influencé.
- En plus de cet article, quels autres facteurs ont influencé votre opinion sur cet enjeu politique? (famille, amis, les médias, l'emploi, les expériences personnelles et les groupes sociaux)
- Avez-vous encore des questions sur cet enjeu? Qu'est-ce que vous voulez apprendre de plus? Où iriez-vous si vous cherchiez à obtenir davantage d'informations sur ces questions?

## Articles connexes

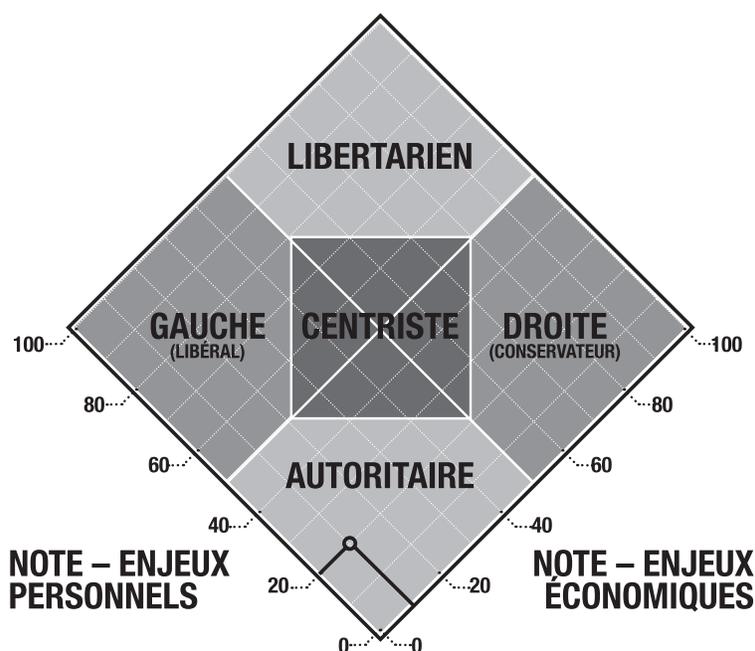
- [Oui, boostons le salaire minimum!](#) (Les Affaires)
- [La controverse du salaire minimum](#) (Le Droit)
- [Ce fascinant débat sur le salaire minimum](#) (Voir)

## FICHE 2.2 : LE PLUS PETIT QUESTIONNAIRE POLITIQUE AU MONDE

Répondez au plus petit questionnaire politique au monde. Ensuite, utilisez la boussole de l'autonomie gouvernementale pour établir votre identité politique. Encerclez O si vous êtes d'accord avec l'énoncé, P pour peut-être, parfois, besoin de plus d'information et N pour non.

Quelle est votre opinion sur ces énoncés, sur une base PERSONNELLE?	20	10	0
Le gouvernement ne doit pas censurer la parole, la presse, les médias ou l'internet	O	P	N
Les lois sur les drogues font plus de mal que de bien et devraient être abolies	O	P	N
Il ne doit y avoir aucune loi, ni réglementation sur le sexe entre adultes consentants	O	P	N
Les clubs et organisations privés peuvent admettre ou refuser des membres, à leur guise	O	P	N
Les gouvernements ne doivent pas intervenir dans la relation entre le médecin et son patient	O	P	N

Quelle est votre opinion sur ces énoncés, sur une base ÉCONOMIQUE?	20	10	0
Les entreprises et les fermes doivent fonctionner sans subventions gouvernementales	O	P	N
Mieux vaut le libre-échange que l'imposition de droits de douane	O	P	N
Les lois sur le salaire minimum entraînent du chômage et doivent être abolies	O	P	N
Le gouvernement ne doit pas dicter les pratiques d'embauche ou d'emploi	O	P	N
L'appartenance à un syndicat doit être volontaire et non obligatoire	O	P	N



Pour utiliser la boussole sur l'autonomie gouvernementale, indiquez votre note personnelle à gauche et votre note économique à droite (voir l'exemple : 20 % personnel et 10 % économique). Ensuite, suivez les lignes de la grille pour vous situer et établir votre identité politique.

*Il s'agit d'une version « canadienne » du World's Smallest Political Quiz produit par le Fraser Institute, adapté pour le numéro de novembre/décembre 1993 du Canadian Student Review par John Robson. La version américaine est publiée par Advocates for Self-Government Inc., une organisation sans but lucratif en vertu de l'article 510(c)(3) d'Atlanta, en Georgie.*

## FICHE 2.3 : OÙ SE SITUE CHACUN DE CES POINTS DE VUE?

À côté de chaque énoncé, indiquez si vous croyez que l'énoncé est fiscalement conservateur, socialement conservateur, fiscalement libéral ou socialement libéral. Placez un astérisque à côté de chaque énoncé qui reflète le plus fidèlement vos propres valeurs et croyances.

EMPLOI ET ÉCONOMIE :	POINT DE VUE
La façon la plus efficace de créer de l'emploi consiste à réduire les impôts.	
Le gouvernement peut jouer un rôle positif dans la gestion de l'économie et la création d'emplois, au lieu de simplement laisser le champ libre au secteur privé.	
INÉGALITÉ DES REVENUS :	
Les grands écarts entre les plus riches et les plus pauvres de la société doivent être évités le plus possible.	
Les inégalités ne sont pas un problème. Les gens qui ont du succès sont récompensés pour leur contribution à la société.	
MARIAGE DU MÊME SEXE :	
Le mariage est limité aux unions entre un homme et une femme, et la loi devrait refléter cette définition.	
Tout couple composé de deux personnes devrait avoir la liberté et la capacité de se marier.	
IMPÔT DES SOCIÉTÉS :	
Les entreprises devraient payer plus d'impôts.	
L'impôt des sociétés empêche les entreprises d'engager plus de travailleurs. Le gouvernement devrait réduire cet impôt et veiller à ce qu'il reste faible.	
IMPÔT DES PARTICULIERS :	
Les gens riches ne devraient pas avoir à payer plus d'impôt, car ils (et leurs entreprises) pourraient décider de déménager dans un autre pays où les impôts sont moins élevés.	
Les personnes riches devraient payer plus d'impôts que les plus pauvres.	
CONSOMMATION DE DROGUES :	
Des pénalités plus sévères pour les crimes reliés aux drogues limiteront la consommation de drogues.	
Les drogues devraient être décriminalisées. Il devrait y avoir de l'empathie et plus de traitements pour les personnes souffrant de dépendances, puisque les peines carcérales ne font que détruire leur capacité de fonctionner.	
DÉPENSES ET SERVICES DU GOUVERNEMENT :	
Les services du gouvernement, comme l'éducation et les soins de santé, sont utiles et il peut se révéler nécessaire d'augmenter les impôts et de contracter une dette pour s'assurer que ces services sont suffisants.	
Un gouvernement réduit est la meilleure approche : ainsi, le gouvernement a une moins grande influence sur l'économie et il offre moins de services.	
RÉGLEMENTATION :	
Les politiques qui peuvent être considérées néfastes pour les entreprises, mais qui visent à régler des problèmes sociaux ou environnementaux, comme les changements climatiques, sont importantes pour le bien commun.	
La réglementation des entreprises n'est pas nécessaire, car le libre marché offre aux entreprises suffisamment d'occasions de mettre en oeuvre des projets bénéfiques pour l'environnement et la société.	
SOINS DE SANTÉ :	
Les gens devraient avoir le choix entre des soins de santé publics ou privés. Les gens qui sont en mesure de payer pour accéder à des traitements plus rapides.	
La privatisation des soins de santé mène à davantage d'inégalités.	
DROIT DE GRÈVE :	
Faire la grève est un moyen justifiable de communiquer une forte insatisfaction par rapport à ses conditions de travail.	
Les conflits de travail devraient être interdits car ils sont trop dommageables.	

<b>CARTE DE RÉFLEXION 3-2-1</b>	
<b>3</b>	Ce que j'ai appris et bien compris aujourd'hui : 1 2 3
<b>2</b>	Ce que j'ai moins bien compris dans cette leçon : 1 2
<b>1</b>	Question/réflexion qui découle de cette leçon : 1

<b>CARTE DE RÉFLEXION 3-2-1</b>	
<b>3</b>	Ce que j'ai appris et bien compris aujourd'hui : 1 2 3
<b>2</b>	Ce que j'ai moins bien compris dans cette leçon : 1 2
<b>1</b>	Question/réflexion qui découle de cette leçon : 1